



Liberté • Égalité • Fraternité
REPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE MAYOTTE

Recueil
des Actes Administratifs
de la Préfecture de Mayotte (RAA)

Édition SPECIALE N° 41

Mois de : **MAI 2015**

DATE DE PARUTION : 29 MAI 2015

IMPORTANT

Le contenu intégral, des textes et/ou documents et plans annexés, peut être consulté auprès du service sous le timbre duquel la publication est réalisée

Conception & Diffusion : Bureau de la Coordination Interministérielle (raa@mayotte.pref.gouv.fr)

| | | |
|---|----------|---|
| CABINET | | |
| ARRETE N° 2015-6359 portant création d'un local de rétention administrative | 22/05/15 | 1 |
| ARRETE N° 2015-6360 portant création d'un local de rétention administrative | 22/05/15 | 1 |
| ARRETE N° 2015-6361 portant création d'un local de rétention administrative | 22/05/15 | 1 |
| DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES | | |
| ARRETE N° 2015-5998 portant versement au département de Mayotte du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) année 2015 | 13/05/15 | 2 |
| ARRETE N° 2015-6191 portant attribution au Conseil Départemental de Mayotte du montant définitif de la dotation globale de fonctionnement au titre de l'année 2015 | 19/05/15 | 2 |
| ARRETE N° 2015-6192 portant attribution aux communes de Mayotte du montant définitif de la dotation globale de fonctionnement au titre de l'année 2015 | 19/05/15 | 2 |
| ARRETE N° 2015-6193 portant sur la dotation de compensation des EPCI de la dotation globale de fonctionnement pour l'exercice 2015 revenant à la Communauté des Communes de PETITE TERRE | 19/05/15 | 2 |
| ARRETE N° 2015-6315 portant attribution aux communes de Mayotte de la dotation d'aménagement des communes d'outre-mer au titre de l'année 2015 | 21/05/15 | 2 |
| DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES | | |
| ARRETE N° 2015-4/DRFIP/FD portant déclassement du domaine public de l'ETAT (ZPG) d'une parcelle de terrain située à KOUNGOU cadastrée BI n° 418 d'une superficie de 1 a 16 ca. | 23/03/15 | 2 |
| SERVICE FISCAUX | | |
| RI N° 14 221 (avis de renonciation au bornage) | | |
| RI N° 14 221 (avis de réquisition d'immatriculation à la CPI LE 22/05/2015) | | |
| CONSEIL GENERAL | | |
| RI N° 7 235 - 9 215 - 9 834 - 9 847 - 9 893 - 9 911 - 9 934 - 9 956 - 9 958 - 9 976 - 9 985 - 9 991 - 10 575 - 10 580 - 10 582 - 10 584 - 10 587 - 10 590 - 10 598 - 10 607 - 10 630 - 10 633 - 10 641 - 10 649 - 10 655 - 10 662 - 10 677 - 10 678 - 10 679 - 10 683 - 10 705 - 10 706 - 10 708 - 10 724 - 10 727 - 10 733 - 10 735 - 10 747 - 10 760 - 10 763 - 10 776 - 10 777 - 10 787 - 10 795 - 10 886 - 11 061 - 11 759 - 11 833 - 11 841 - 12 298 - 12 329 - 12 541 - 13 487 - 13 553 - 13 620 - 13 782 - 13 789 - 13 806 - 14 708 - 15 159 - 15 160 - 15 161 - 15 847 (avis de clôture de bornage) | | |



PREFET DE MAYOTTE

CABINET

ARRETE N° 2015 – 6359

Arrêté portant création d'un
local de rétention administrative

**LE PREFET DE MAYOTTE,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

VU L'ordonnance n° 2014-464 du 7 mai 2014 portant extension et adaptation à Mayotte du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;

VU Décret n° 2014-527 du 23 mai 2014 portant modification du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (partie réglementaire) en ce qui concerne Mayotte, Wallis-et-Futuna, la Polynésie française et la Nouvelle-Calédonie ;

VU Le décret du 31 juillet 2014 du Président de la République nommant M. Seymour MORSY, Préfet de Mayotte ;

VU Le décret du 3 décembre 2012 du Président de la République nommant M. Jean-Pierre FRÉDÉRIC, Sous Préfet, Directeur de Cabinet du Préfet de Mayotte ;

VU L'arrêté préfectoral n° 867/SG/2015 du 02 février 2015 portant délégation de signature à M. Jean-Pierre FRÉDÉRIC, Directeur de Cabinet du Préfet de Mayotte ;

CONSIDERANT qu'en application des textes précités, les étrangers qui ne peuvent être immédiatement éloignés doivent être maintenus dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire en vue de leur reconduite à la frontière ;

CONSIDERANT que le centre de rétention de Mayotte ne peut accueillir l'ensemble des étrangers qui entrent de façon irrégulière sur le territoire de Mayotte ;

CONSIDERANT qu'un nombre important d'étrangers entrés récemment, ou dont l'arrivée est prévisible, présente une menace pour l'ordre public ;

ARRETE

Article 1^{er} : Il est créé, à titre provisoire, un local de rétention administrative, à compter du **22 mai 2015 à 18h00 et jusqu'au 26 mai 2015 à 12h00** dans les locaux de la **gare maritime à Dzaoudzi**.


Article 2 : La garde de ce local sera assurée pour le périmètre extérieur et pour tout ce qui concerne la rétention administrative par le service intercepteur.

Article 3 : Le directeur de cabinet et le commandant du service intercepteur sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Une copie est transmise sans délai au Procureur de la République et à Madame la directrice de l'agence régionale de santé.

A Dzaoudzi, le **22 mai 2015**

Le Préfet
Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-préfet, directeur de Cabinet


Jean-Pierre FRÉDÉRIC



PREFET DE MAYOTTE

CABINET

ARRETE N° 2015 – 6360

**Arrêté portant création d'un
local de rétention
administrative**

**LE PREFET DE MAYOTTE,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

VU L'ordonnance n° 2014-464 du 7 mai 2014 portant extension et adaptation à Mayotte du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;

VU Décret n° 2014-527 du 23 mai 2014 portant modification du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (partie réglementaire) en ce qui concerne Mayotte, Wallis-et-Futuna, la Polynésie française et la Nouvelle-Calédonie ;

VU Le décret du 31 juillet 2014 du Président de la République nommant M. Seymour MORSY, Préfet de Mayotte ;

VU Le décret du 3 décembre 2012 du Président de la République nommant M. Jean-Pierre FRÉDÉRIC, Sous Préfet, Directeur de Cabinet du Préfet de Mayotte ;

VU L'arrêté préfectoral n° 867/SG/2015 du 02 février 2015 portant délégation de signature à M. Jean-Pierre FRÉDÉRIC, Directeur de Cabinet du Préfet de Mayotte

CONSIDERANT qu'en application des textes précités, les étrangers qui ne peuvent être immédiatement éloignés doivent être maintenus dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire en vue de leur reconduite à la frontière ;

CONSIDERANT que le centre de rétention de Mayotte ne peut accueillir l'ensemble des étrangers qui entrent de façon irrégulière sur le territoire de Mayotte ;

CONSIDERANT qu'un nombre important d'étrangers entrés récemment, ou dont l'arrivée est prévisible, présente une menace pour l'ordre public ;

ARRETE

Article 1^{er} : Il est créé, à titre provisoire, un local de rétention administrative, à compter du **22 mai 2015 à 18h00 et jusqu'au 26 mai 2015 à 12h00** dans l'enceinte de la **gendarmerie à Pamandzi**.

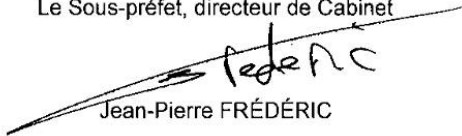
Article 2 : La garde de ce local sera assurée pour le périmètre extérieur et pour tout ce qui concerne la rétention administrative par la gendarmerie nationale.

Article 3 : Le directeur de cabinet et le commandant de la gendarmerie de Mayotte sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Une copie est transmise sans délai au Procureur de la République et à Madame la directrice de l'agence régionale de santé.

A Dzaoudzi, le **22 mai 2015**

Le Préfet
Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-préfet, directeur de Cabinet


Jean-Pierre FRÉDÉRIC



PREFET DE MAYOTTE

CABINET

ARRETE N° 2015 – 6361

**Arrêté portant création d'un
local de rétention
administrative**

**LE PREFET DE MAYOTTE,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

VU L'ordonnance n° 2014-464 du 7 mai 2014 portant extension et adaptation à Mayotte du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;

VU Décret n° 2014-527 du 23 mai 2014 portant modification du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (partie réglementaire) en ce qui concerne Mayotte, Wallis-et-Futuna, la Polynésie française et la Nouvelle-Calédonie ;

VU Le décret du 31 juillet 2014 du Président de la République nommant M. Seymour MORSY, Préfet de Mayotte ;

VU Le décret du 3 décembre 2012 du Président de la République nommant M. Jean-Pierre FRÉDÉRIC, Sous Préfet, Directeur de Cabinet du Préfet de Mayotte ;

VU L'arrêté préfectoral n° 867/SG/2015 du 02 février 2015 portant délégation de signature à M. Jean-Pierre FRÉDÉRIC, Directeur de Cabinet du Préfet de Mayotte

CONSIDERANT qu'en application des textes précités, les étrangers qui ne peuvent être immédiatement éloignés doivent être maintenus dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire en vue de leur reconduite à la frontière ;

CONSIDERANT que le centre de rétention de Mayotte ne peut accueillir l'ensemble des étrangers qui entrent de façon irrégulière sur le territoire de Mayotte ;

CONSIDERANT qu'un nombre important d'étrangers entrés récemment, ou dont l'arrivée est prévisible, présente une menace pour l'ordre public ;

ARRETE

Article 1^{er} : Il est créé, à titre provisoire, un local de rétention administrative, à compter du **22 mai 2015 à 18h00 et jusqu'au 26 mai 2015 à 12h00** dans les locaux de la **direction de la police aux frontières de Mayotte**.

Article 2 : La garde de ce local sera assurée pour le périmètre extérieur et pour tout ce qui concerne la rétention administrative par la Police aux Frontières.

Article 3 : Le directeur de cabinet et le commandant de la Police aux Frontières sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Une copie est transmise sans délai au Procureur de la République et à Madame la directrice de l'agence régionale de santé.

À Dzaoudzi, le **22 mai 2015**

Le Préfet
Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-préfet, directeur de Cabinet


Jean-Pierre FRÉDÉRIC



PREFET DE MAYOTTE

SECRETARIAT GENERAL
Direction des Relations avec les
Collectivités Locales

ARRETE N° 2015 – 5998

Portant versement au département de Mayotte du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) année 2015.

LE PREFET DE MAYOTTE CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 1615-1 et suivants , R. 1615-1 et suivants et l'article R. 1774-1 ;
- VU la loi organique n° 2007-223 du 21 février 2007 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer ;
- VU la loi organique n°2010-1486 du 07 décembre 2010 relative au département de Mayotte ;
- VU la loi n°2010-1487 du 07 décembre 2010 relative au département de Mayotte ;
- VU la circulaire interministérielle n° COT/B/11/04320/C du 17 mars 2011 relative au fonds de compensation pour la TVA;
- VU le décret du 16 mai 2014 de Monsieur le Président de la République, nommant Monsieur Bruno ANDRE, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture de Mayotte ;
- VU le décret du 31 juillet 2014 du Président de la République nommant Monsieur Seymour MORSY, Préfet de Mayotte ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2014-10324 du 01 septembre 2014 portant délégation de signature à Monsieur Bruno ANDRE, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture de Mayotte ;
- VU l'état des dépenses réelles d'investissement inscrites au compte administratif 2013 du département de Mayotte, transmis en préfecture le 06 mai 2015 ;
- VU le compte d'imputation 465 11 00000 « FCTVA départements - année 2015 » ouvert dans les écritures du directeur régional des finances publiques ;
- VU la demande formulée par le Conseil départemental de Mayotte en date du 20 avril 2015 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture

ARRETE

Article 1^{er} : Il peut être versé au département de Mayotte une somme d'un montant de 5 066 855,40 € correspondant au fonds de compensation pour la taxe à la valeur ajoutée au titre de l'année 2015.

Article 2 : Ces crédits seront imputés sur le compte 465 11 00000 du budget de l'Etat, ouvert dans les écritures de Monsieur le directeur régional des finances publiques (code CDR : COL8101000, non interfacé).

Article 3 : Le secrétaire général et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Mayotte.

Fait à Mamoudzou, le 13 mai 2015

Pour le Préfet et par délégation,
Le sous-préfet,
secrétaire général


Bruno ANDRE

Copies :

Conseil Général
Pairie départementale
DRFIP
DRCL
Recueil des actes administratifs



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE MAYOTTE

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION DES RELATIONS AVEC
LES COLLECTIVITES LOCALES

Arrêté n°2015 - 6191

Portant attribution au Conseil Départemental de Mayotte du montant définitif de la dotation globale de fonctionnement au titre de l'année 2015.

**LE PREFET DE MAYOTTE
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

- VU la loi n° 85-1268 du 29 novembre 1985 relative à la dotation globale de fonctionnement ;
 - VU la loi organique n° 2010-1486 du 07 décembre 2010 relative au département de Mayotte ;
 - VU la loi n° 2010-1487 du 07 décembre 2010 relative au département de Mayotte ;
 - VU le décret du 16 mai 2014 de Monsieur le Président de la République, nommant Monsieur Bruno ANDRE, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture de Mayotte ;
 - VU le décret du 31 juillet 2014 du Président de la République nommant Monsieur Seymour MORSY, Préfet de Mayotte ;
 - VU l'arrêté préfectoral n° 2014-10324 du 01 septembre 2014 portant délégation de signature à Monsieur Bruno ANDRE, sous-préfet, secrétaire général de la Préfecture de Mayotte ;
 - VU les arrêtés préfectoraux n°2014-591 du 16 janvier 2014 et n°2014-6086 du 14 mai 2014 portant attribution au Conseil Général de Mayotte d'acomptes prévisionnels sur la part forfaitaire de la DGF 2014 ;
 - VU la note d'information du ministère de l'intérieur NOR : INTB15009671N du 7 MAI 2015 relative à la dotation globale de fonctionnement des départements (DGF) et des collectivités d'outre-mer pour l'exercice 2015 ;
 - VU la circulaire interministérielle MCT/B/06/00079C du 21 novembre 2006 relative à la périodicité des versements des dotations de l'État et des compensations fiscales aux collectivités locales ;
 - VU le compte 465-1200000 « Dotation forfaitaire des départements – Fonds nationaux », ouvert dans les écritures du directeur régional des finances publiques ;
- SUR proposition du Secrétaire général ;

ARRETE

Article 1^{er} : Le montant définitif de la dotation globale de fonctionnement au titre de l'année 2015 alloué au département de Mayotte est de **29 148 346 €**, et se compose comme suit :

| <u>Parts de la DGF</u> | Montants 2015 |
|-------------------------------------|----------------------|
| Dotation de compensation | 469 491 € |
| Dotation forfaitaire | 18 372 259 € |
| Dotation de péréquation urbaine | 4 524 379 € |
| Dotation de fonctionnement minimale | 5 782 217 € |
| TOTAL | 29 148 346 € |

Article 2 : Ces crédits seront imputés sur le compte 465 1200000 « Dotation forfaitaire des départements – Fonds nationaux », ouvert dans les écritures de Monsieur le directeur régional des finances publiques (codes CDR : COL0906000 – COL 0902000 – COL0911000- COL0904000 interfacé).

Article 3 : Le versement du mois de mai sera de 2 432 997 euros – deux millions quatre cent trente-deux mille neuf cent quatre-vingt-dix-sept euros

Article 4 : Les versements mensuels interviendront le 20 de chaque mois. Dans le cas où le 20 tombe un jour non ouvré, le versement interviendra le premier jour ouvré suivant.

Ils sont calculés selon le tableau suivant :

| <u>Périodes</u> | Montant de la mensualité | Montant total |
|--------------------------------------|---------------------------------|----------------------|
| de janvier à avril 2015 (déjà versé) | 2 431 117 € | 9 684 468 € |
| mois de mai 2015 | 2 432 997 € | 2 432 997 € |
| de juin à décembre 2015 | 2 432 983 € | 17 030 881 € |
| TOTAL | | 29 148 346 € |

Article 4 : Le sous-préfet, secrétaire général de la préfecture de Mayotte et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Mamoudzou, le 19 mai 2015

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet,
Secrétaire général

Bruno ANDRE

Copies :
DRFIP 1
Conseil général..... 1
Paierie départementale..... 1
RAA..... 1
DRCL..... 1



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE MAYOTTE

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION DES RELATIONS
AVEC LES COLLECTIVITES
LOCALES

Arrêté n°2015 – 6192

Portant attribution aux communes de Mayotte du montant définitif de la dotation globale de fonctionnement au titre de l'année 2015.

**LE PREFET DE MAYOTTE
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

- VU la loi n° 85-1268 du 29 novembre 1985 relative à la dotation globale de fonctionnement ;
- VU la loi organique n° 2010-1486 du 07 décembre 2010 relative au département de Mayotte ;
- VU la loi n° 2010-1487 du 07 décembre 2010 relative au département de Mayotte ;
- VU le décret du 16 mai 2014 de Monsieur le Président de la République, nommant Monsieur Bruno ANDRE, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture de Mayotte ;
- VU le décret du 31 juillet 2014 du Président de la République nommant Monsieur Seymour MORSY, Préfet de Mayotte ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2014-10324 du 01 septembre 2014 portant délégation de signature à Monsieur Bruno ANDRE, sous-préfet, secrétaire général de la Préfecture de Mayotte ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2015-575 du 20 janvier 2015 portant attribution aux communes de Mayotte d'acomptes prévisionnels sur la part forfaitaire de la DGF 2015 ;
- VU la note d'information du ministère de l'intérieur NOR : INTB1510939N du 7 mai 2015 relative à la dotation forfaitaire des communes de la dotation globale de fonctionnement pour l'exercice 2015 ;
- VU la circulaire interministérielle MCT/B/06/00079C du 21 novembre 2006 relative à la périodicité des versements des dotations de l'État et des compensations fiscales aux collectivités locales ;
- VU le compte 465-1200000 « DGF - Dotation forfaitaire des communes – Année 2015 », ouvert dans les écritures du directeur régional des finances publiques ;
- SUR proposition du Secrétaire général ;

ARRETE

Article 1^{er} : Le montant définitif de la dotation globale de fonctionnement au titre de l'année 2015 alloué aux 17 communes de Mayotte est de 33 275 293 € réparti comme suit :

| COLLECTIVITES | DOTATION ANNUELLE | VERSEMENTS MENSUELS | | |
|---------------|---------------------|---|--------------------|-------------------------|
| | | De janvier à avril 2015 (acomptes déjà versés) | Mai 2015 | De juin à décembre 2015 |
| ACOUA | 871 503 € | 290 500 € | 72 628 € | 72 625 € |
| BANDRABOUA | 1 764 836 € | 588 280 € | 147 073 € | 148 069 € |
| BANDRELE | 1 425 977 € | 475 324 € | 118 836 € | 118 831 € |
| BOUENI | 1 073 814 € | 357 940 € | 89 486 € | 89 484 € |
| CHICONI | 1 149 343 € | 383 116 € | 95 781 € | 95 778 € |
| CHIRONGUI | 1 391 584 € | 463 860 € | 115 969 € | 115 965 € |
| DEMBENI | 1 809 897 € | 603 300 € | 150 829 € | 150 824 € |
| DZAOUDZI | 2 192 280 € | 730 760 € | 182 690 € | 182 690 € |
| KANI-KELI | 932 017 € | 310 672 € | 77 669 € | 77 668 € |
| KOUNGOU | 3 548 869 € | 1 182 956 € | 295 740 € | 295 739 € |
| MAMOUDZOU | 8 447 269 € | 2 815 756 € | 703 940 € | 703 939 € |
| MTSANGAMOUI | 1 061 568 € | 353 856 € | 88 464 € | 88 464 € |
| MTZAMBORO | 1 394 202 € | 464 736 € | 116 185 € | 116 183 € |
| OUANGANI | 1 402 385 € | 467 460 € | 116 870 € | 116 865 € |
| PAMANDZI | 1 463 645 € | 487 880 € | 121 975 € | 121 970 € |
| SADA | 1 625 399 € | 541 800 € | 135 456 € | 135 449 € |
| TSINGONI | 1 720 705 € | 573 568 € | 143 393 € | 143 392 € |
| TOTAL | 33 275 293 € | 11 091 764 € | 2 772 984 € | 2 772 935 € |

Article 2 : Ces crédits seront imputés sur le compte 465 1200000 « Dotation forfaitaire des communes – Année 2015 », ouvert dans les écritures du directeur régional des finances publiques de Mayotte (code CDR : COL0905000, interfacé).

Article 3 : Le versement du mois de mai sera de 2 772 984 euros – deux millions sept cent soixante-douze mille neuf cent quatre-vingt quatre euros.

Article 4 : Les versements mensuels interviendront le 20 de chaque mois. Dans le cas où le 20 tombe un jour non ouvré, le versement interviendra le premier jour ouvré suivant.

Article 5 : Le sous-préfet, secrétaire général de la préfecture de Mayotte et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Mamoudzou, le 19 mai 2015

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet,
Secrétaire général

Copies :
DRFIP1
Trésorier municipal.....1
RAA.....1
DRCL.....1
Communes.....17

Bruno ANDRE



PREFET DE MAYOTTE

SECRETARIAT GENERAL
Direction des Relations avec les
Collectivités Locales

ARRETE N° 2015 - 6193

Portant sur la dotation de compensation des EPCI de la dotation globale de fonctionnement pour l'exercice 2015 revenant à la Communauté des Communes de PETITE TERRE.

LE PREFET DE MAYOTTE
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU la Constitution, notamment ses articles 38 et 73 ;
 - VU la loi organique n° 2010-1486 du 07 décembre 2010 relative au département de Mayotte, notamment son article 2 ;
 - VU les articles L.2332-2, L.3332-1-1 et L.4331-2-1 du code général des collectivités territoriales qui autorisent l'attribution, aux collectivités et organismes intéressés, d'avances mensuelles au titre des taxes et impositions perçues par voie de rôle pour leur compte ;
 - VU l'article 1641 du code général des impôts ;
 - VU le livre des procédures fiscales ;
 - VU l'article 139 de la loi du 16 avril 1930 qui autorise l'attribution, aux autres organismes, d'avances mensuelles au titre des taxes et impositions perçues par voie de rôle pour leur compte ;
 - VU la loi n° 2010-1487 du 07 décembre 2010 relative au département de Mayotte ;
 - VU l'ordonnance n°2013-837 du 19 septembre 2013 relative à l'adaptation du code des douanes, du code général des impôts, du livre des procédures fiscales et d'autres dispositions législatives fiscales et douanières applicables à Mayotte ;
 - VU le décret du 16 mai 2014 portant nomination du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture de Mayotte, Monsieur Bruno ANDRE ;
 - VU le décret du 31 juillet 2014 du Président de la République nommant Monsieur Seymour MORSY, Préfet de Mayotte ;
 - VU la note d'information du ministère de l'intérieur NOR : INTB1509531 N du 7 mai 2015 relative à la dotation de compensation des EPCI de la dotation globale de fonctionnement pour l'exercice 2015 ;
 - VU l'arrêté préfectoral n° 2014-10324 du 01 septembre 2014 portant délégation de signature à M. Bruno ANDRE, sous-préfet, secrétaire général de la Préfecture de Mayotte ;
 - VU la circulaire interministérielle MCT/B/06/00079C du 21 novembre 2006 relative à la périodicité des versements des dotations de l'État et des compensations fiscales aux collectivités locales ;
- Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;
-

ARRETE

Article 1 : Le montant annuel de la dotation de compensation des EPCI de la dotation globale de fonctionnement pour l'exercice 2015 revenant à la communauté de communes de Petite Terre (CC Petite – Terre) est fixé à 282 793,00 euros – deux cent quatre-vingt-deux mille sept cent quatre vingt-treize euros.

Article 2 : Le versement mensuel sera de 23 566,00 euros – vingt-trois mille cinq cent soixante-six euros.

Article 3 : La somme de 117 831,00 euros – cent dix-sept mille huit cent trente et un euros - constituera le premier versement pour l'année 2015.

Article 4 : Ces crédits seront imputés sur le compte n° 465. 1200000 , code CDR COL 0903000 – interfacé - « DGF – dotation de compensation des groupements – année 2015 » ouvert dans les écritures du directeur départemental des finances publiques.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif gracieux auprès du Préfet de Mayotte dans les trois mois suivant sa publication ou sa notification. L'absence de réponse au terme du délai précité équivaut à un rejet implicite.

Un recours contentieux peut également être déposé auprès du greffe du Tribunal administratif de Mamoudzou, immeuble Haut du Jardin du Collège 97600 Mamoudzou, dans un délai de trois mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Article 6 : Le secrétaire général et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Mayotte.

Fait à Mamoudzou, le 19 mai 2015

Pour le Préfet et par délégation,
Le sous-préfet,
secrétaire général,


Bruno ANDRE

Copies :

CC PETITE TERRE
DRFIP
Plateforme CHORUS
DRCL
Recueil des actes administratifs



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE MAYOTTE

SECRETARIAT GENERAL
DIRECTION DES RELATIONS AVEC
LES COLLECTIVITES LOCALES

Arrêté n° 2015 - 6315

Portant attribution aux communes de Mayotte de la dotation d'aménagement des communes d'outre-mer au titre de l'année 2015.

**LE PREFET DE MAYOTTE
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2334-13, L. 2334-14-1 et suivants, L. 2334-15 et suivants, L. 2334-20 et suivants et R. 2334-9-1 et suivants ;
- VU la loi organique n° 2010-1486 du 07 décembre 2010 relative au département de Mayotte ;
- VU la loi n° 2010-1487 du 07 décembre 2010 relative au département de Mayotte ;
- VU le décret du 16 mai 2014 portant nomination du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture de Mayotte, Monsieur Bruno ANDRE ;
- VU le décret du 31 juillet 2014 du Président de la République nommant Monsieur Seymour MORSY, Préfet de Mayotte ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2014-10324 du 01 septembre 2014 portant délégation de signature à Monsieur Bruno ANDRE, sous-préfet, secrétaire général de la Préfecture de Mayotte ;
- VU la note d'information NOR : INTB1511974D du 20 mai 2015 du ministère de l'intérieur relative à la dotation d'aménagement des communes et circonscriptions territoriales d'outre-mer au titre de l'année 2015 ;
- VU le compte n° 465-1200000 - code CDR COL0901000 « DGF – Dotation d'aménagement des communes d'outre-mer – année 2015 » ouvert dans les écritures du directeur régional des finances publiques ;
- SUR proposition du sous-préfet, secrétaire général ;

ARRETE

Article 1er : Il est attribué aux dix-sept communes de Mayotte au titre de la dotation d'aménagement des communes d'outre-mer pour l'année 2015 un crédit de **15 554 573 €**. Il se compose des quotes-parts de la dotation de solidarité rurale (DSR) / dotation de solidarité urbaine (DSU) et de la dotation nationale de péréquation (DNP), réparties de la façon suivante :

| | BSU/DSR | DNP | TOTAL |
|--------------|---------------------|--------------------|---------------------|
| ACOUA | 314 485 € | 78 854 € | 393 339 € |
| BANDRABOUA | 703 855 € | 164 018 € | 867 873 € |
| BANDRELE | 633 734 € | 125 570 € | 759 304 € |
| BOJENI | 394 275 € | 104 186 € | 498 461 € |
| CHICONI | 375 388 € | 114 598 € | 489 986 € |
| CHIRONGUI | 585 255 € | 129 144 € | 714 399 € |
| DEMBENI | 779 277 € | 172 643 € | 951 920 € |
| DZAOUZI | 671 313 € | 229 616 € | 900 929 € |
| KANI-KELI | 385 351 € | 81 372 € | 466 723 € |
| KOUNGOU | 1 349 672 € | 416 245 € | 1 765 917 € |
| MAMOUDZOU | 2 778 221 € | 906 806 € | 3 685 027 € |
| MTSANGAMOUI | 449 460 € | 101 202 € | 550 662 € |
| MTZAMBORO | 451 502 € | 126 533 € | 578 035 € |
| OUANGANI | 570 245 € | 154 569 € | 724 814 € |
| PAMANDZI | 461 905 € | 158 874 € | 620 779 € |
| SADA | 529 456 € | 163 241 € | 692 697 € |
| TSINGONI | 727 950 € | 165 758 € | 893 708 € |
| TOTAL | 12 161 344 € | 3 393 229 € | 15 554 573 € |

Article 2 : Ces crédits seront imputés sur le compte n° 465-1200000 - code CDR COL0901000 « DGF - Dotation d'aménagement des communes d'outre-mer – année 2015» (interfacé) ouvert dans les écritures du directeur régional des finances publiques ;

Article 3 : Le sous-préfet, secrétaire général de la préfecture de Mayotte et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Mamoudzou, le 21 mai 2015

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général



Bruno ANDRE

Copies :

DRFIP1
RAA.....1
DRCL.....1
Communes.....17



PREFECTURE DE MAYOTTE

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES
DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES
DE MAYOTTE

ARRETE N° 2015-4/DRFiP/FD



20 RUE DE L HOPITAL
B.P. 501
97600 MAMOUDZOU

Tél : 02.69.61.81.49

Portant **déclassement** du domaine public de l'ETAT (ZPG) d'une parcelle de terrain située à KOUNGOU cadastrée BI n° 418 d'une superficie de 1 a 16 ca.

LE PRÉFET DE MAYOTTE CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU Les articles 3111-1, 5341-1, et 5342-2 (3°) de l'ordonnance n° 2006-460 du 21/04/2006 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (CGPPP) ;
- VU la loi n° 2001-616 du 11 juillet 2001 relative à Mayotte ;
- VU le décret du 28 septembre 1926 réglementant le Domaine et les arrêtés d'application du 12 août 1927 ;
- VU le décret du 25 août 1929 complété par les arrêtés du 12 mars 1930, du 1^{er} octobre 1932, du 11 mai 1933 et du 21 mars 1955 ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'ETAT dans les régions et départements ;
- VU le décret du 31 juillet 2014 du Président de la République, portant nomination du préfet de Mayotte Monsieur Seymour MORSY (Préfet de Mayotte - Chevalier de l'ordre national du mérite) ;
- VU le décret du 16 mai 2014 portant nomination du sous-préfet, secrétaire général de la Préfecture de Mayotte, Monsieur Bruno ANDRE ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2014-10324 du 1^{er} septembre 2014 portant délégation de signature à Monsieur Bruno ANDRE, sous préfet, secrétaire général de la Préfecture de Mayotte ;
- VU l'avis favorable de la commission spécifique de cession des parcelles sises dans la zone des pas géométriques du 24 avril 2013 ;
- SUR proposition du Sous-préfet, secrétaire général de la Préfecture de Mayotte ;

A R R E T E

- ARTICLE 1 : est **déclassée** du Domaine Public Maritime de l'ETAT, une parcelle de terrain située à Koungou cadastrée BI n° 418 d'une superficie de 116 m².
- ARTICLE 2 : Origine de propriété :
La parcelle déclassée appartient au Domaine Public Maritime de l'Etat, Zone des Pas Géométriques.
- ARTICLE 3 : Le terrain déclassé est incorporé au domaine privé de l'Etat et fera l'objet de cession à Madame Zahara HOUMADI.
- ARTICLE 4 : Le Sous-Préfet, Secrétaire Général de la Préfecture de Mayotte, le Directeur Régional des Finances Publiques, le Directeur de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Mayotte et communiqué partout où besoin sera.

Mamoudzou le 23 mars 2015



Bruno ANDRE

COPIE :

- RAA
- DEAL
- DRCL

**Réquisition(s) d'immatriculation déposée(s) à la conservation de la propriété
immobilière**

Avis de renonciation au bornage

| N° de la réquisition | Identité du requérant, du propriétaire | Date de la renonciation au bornage | Informations relatives à l'immeuble à immatriculer | | | | |
|----------------------|---|------------------------------------|--|--------------------|------------|------------|------------------------|
| | | | Commune | Section cadastrale | N° du plan | Superficie | Nom donné à l'immeuble |
| 14221 | ETAT/Mme Fatima- Madi ABDALLAH -OUSSENI | 22/05/2015 | CHICONI | AM | 901 | 01a 67ca | |

Ces réquisitions peuvent faire l'objet d'une opposition ou d'une demande d'inscription sur le livre foncier jusqu'à l'expiration du délai d'un mois à compter de la publication du présent avis. Le texte intégral de l'avis peut être consulté à la conservation de la propriété immobilière.

Vous trouverez ci-dessous, **aux fins de publication au recueil des actes administratifs** de la préfecture, le résumé de la réquisition d'immatriculation déposée à la **CPI le 22/05/2015**

| N° de la réquisition | Nom du requérant | Commune | Réf Cadastrale | Superficie |
|-----------------------------|--|----------------|-----------------------|-------------------|
| 14221 | ETAT/Mme Fatima-Madi ABDALLAH-OUSSENI | CHICONI | AM 901 | 01a 67ca |

Ces réquisitions peuvent faire l'objet d'une opposition ou d'une demande d'inscription sur le livre foncier à compter de la date de publication du présent avis.

Le texte intégral de la réquisition peut être consulté à la conservation de la propriété immobilière.

Vous trouverez ci-dessous, aux fins de publication au recueil des actes administratifs de la préfecture, le résumé des avis de clôture de bornage délivrés par la Direction des Affaires Foncières et du patrimoine. Le texte intégral de l'avis peut être consulté au Conseil Général de MAYOTTE (service régularisation foncière).

| N° de la Réquisition | Nom du requérant | Commune | Lieudit | referenes cadastrales | Superficie en m ² | Nom du titre | Date Bornage |
|----------------------|-----------------------------|--------------------|----------------|-----------------------|------------------------------|-----------------|-------------------|
| 7 235 | TAVA Ali, Said | DZAOUZDI-LABATTOIR | Labattoir | AE 534 | 177 | ALI 534 | 8 août 2006 |
| 9 215 | BABAY Moita | M'TSANGAMOUI | M'tsangamouji | AM 435 | 1 468 | MOITA 4144 | 4 septembre 2006 |
| 9 834 | CHIBACO Maoulida | BANDRELE | M'tsamoudou | AZ 36 | 244 | Maoulida 388 | 25 janvier 2007 |
| 9 847 | COMBO MADI Hamidou | BANDRELE | M'tsamoudou | AZ 81 | 378 | Hamidou 417 | 15 février 2007 |
| 9 893 | MADI TOUMANI Mariame | BANDRELE | M'tsamoudou | AZ 53 | 411 | Mariame 534 | 2 janvier 2007 |
| 9 911 | ABOUDOU Echa | BANDRELE | M'tsamoudou | AZ 115 | 989 | Echa 904 | 20 février 2007 |
| 9 934 | MALIDE Anrifou | BANDRELE | Saziley | BD 28 | 5 649 | ANRIFOU 24 | 17 juillet 2006 |
| 9 956 | SAID Zenabou | BANDRELE | Saziley | BD 19 | 5 755 | ZENABOU 47 | 5 juillet 2006 |
| 9 958 | MCHINDRA Ouroufani | BANDRELE | Saziley | BD 43 | 4 072 | OUROUFANI 50 | 21 juillet 2006 |
| 9 976 | MALIDE Hassani | BANDRELE | Saziley | BC 424 | 7 090 | HASSANI 93 | 13 novembre 2012 |
| 9 985 | OILI Chamoussia | BANDRELE | Saziley | BK 24 | 7 278 | CHAMOUISSIA 115 | 25 septembre 2006 |
| 9 991 | ALI MCOLO Charfati | BANDRELE | Saziley | BK 33 | 7 224 | CHARFATI 123 | 27 septembre 2006 |
| 10575 | AHAMADI Abdou | M'TZAMBORO | M'tzamboro | AO 415 | 25 | ABDOU 317 | 24 janvier 2007 |
| 10580 | ABDHALLAH Kamaria | M'TZAMBORO | M'tzamboro | AO 432 | 215 | ABDALLAH 324 | 19 janvier 2007 |
| 10582 | DAOUD Salimata | M'TZAMBORO | M'tzamboro | AO 1017 | 152 | SALIMATA 328 | 16 janvier 2007 |
| 10584 | ATTOUMANI-CHAMASSI Moinaidi | M'TZAMBORO | M'tzamboro | AO 347 | 175 | ATTOUMANI 330 | 29 janvier 2007 |
| 10587 | M'ZE-SOUFFOU M'zé | M'TZAMBORO | M'tzamboro | AO 808 | 51 | SOUFFOU 333 | 5 février 2007 |
| 10590 | DJAMADAR Madi | M'TZAMBORO | M'tzamboro | AO 907 | 125 | DJAMADAR 337 | 25 janvier 2007 |
| 10598 | ATTOUMANI Mamcoutri | M'TZAMBORO | M'tzamboro | AO 818 | 101 | MANCOUTRI 345 | 19 janvier 2007 |
| 10607 | YOUSOUFI Sandati | M'TZAMBORO | M'tzamboro | AO 513 | 206 | SANDATI 354 | 12 janvier 2007 |
| 10630 | SAID Adidja | M'TZAMBORO | M'tzamboro | AO 297 | 247 | SAID 379 | 30 janvier 2007 |
| 10633 | SAINDOU Moimoudou | M'TZAMBORO | M'tzamboro | AO 417 | 174 | MOIMOUDOU 382 | 24 janvier 2007 |
| 10641 | ANASSI Ben, Ali | M'TZAMBORO | M'tzamboro | AO 955 | 765 | ALI 393 | 30 janvier 2007 |
| 10649 | MADI SILAHI Ambidati | M'TZAMBORO | M'tzamboro | AO 474 | 364 | MADI 403 | 17 janvier 2007 |
| 10655 | MACOLO Fatumat Bint Assani | M'TZAMBORO | M'tzamboro | AO 416 | 439 | MACOLO 409 | 24 janvier 2007 |
| 10662 | FADHUILI Salama | M'TZAMBORO | M'tzamboro | AO 446 | 210 | FADHUILI 419 | 18 janvier 2007 |
| 10677 | ABOUDOU Bamcolo | M'TZAMBORO | M'tzamboro | AO 316 | 195 | ABOUDOU 70001 | 29 janvier 2007 |
| 10678 | ANFANI Fatima | M'TZAMBORO | M'tsahara | AH 408/ AH 603 | 159 | Anfani 440 | 15 mai 2007 |
| 10679 | OUSSENI Roufiant | M'TZAMBORO | M'tsahara | AH 398 | 129 | Ousseni 441 | 15 mai 2007 |
| 10683 | ATTOUMANI Mariama | M'TZAMBORO | M'tsahara | AH 399 | 223 | Attoumani 480 | 15 mai 2007 |
| 10705 | ATTOUMANI Moinécha | M'TZAMBORO | M'tsahara | AH 451 | 159 | Attoumani 566 | 29 mai 2007 |
| 10706 | ALI ABDHALLAH Mariama | M'TZAMBORO | M'tsahara | AH 428 | 979 | Ali 567 | 29 mai 2007 |
| 10708 | ALI MOIZENA | M'TZAMBORO | M'tsahara | AH 434 et 435 | 726 | Ali 569 | 29 mai 2007 |
| 10724 | BOURA Zaliha | M'TZAMBORO | M'tsahara | AH 122 | 235 | Boura 587 | 26 avril 2007 |
| 10727 | KAMARDINE Hadidja | M'TZAMBORO | M'tsahara | AH 195 | 268 | Kamardine 590 | 12 avril 2007 |
| 10733 | AHAMADA Razikina | M'TZAMBORO | M'tsahara | AH 697 | 291 | Ahamada 597 | 26 avril 2007 |
| 10735 | YOUNOUSSA Némati | M'TZAMBORO | M'tsahara | AH 125 | 360 | Younoussa 599 | 26 avril 2007 |
| 10747 | ALI MANSOIB Rivo | M'TZAMBORO | M'tsahara | AH 207 | 331 | Rivo 611 | 12 avril 2007 |
| 10760 | ATTOUMANI Zahara | M'TZAMBORO | M'tsahara | AH 718 | 206 | ATTOUMANI 627 | 1 mars 2007 |
| 10763 | BOINARIZIKI | M'TZAMBORO | M'tsahara | AH 719 | 162 | BOINARIZIKI | 1 mars 2007 |
| 10776 | M'FALOUME Moinécha | M'TZAMBORO | M'tsahara | AH 699 | 211 | M'faloumé 643 | 24 avril 2007 |
| 10777 | RIZIKI Saindou | M'TZAMBORO | M'tsahara | AH 442 | 140 | Saindou 644 | 24 avril 2007 |
| 10787 | KAISSI Rakidati | M'TZAMBORO | M'tsahara | AH 596 | 174 | KAISSI 756 | 5 mars 2007 |
| 10795 | ISSOUFI Mounia | M'TZAMBORO | M'tsahara | AH 185 | 154 | MOUNIA 764 | 3 février 2009 |
| 10886 | MISTOIH Nafouanti | M'TZAMBORO | M'tsahara | AH 211 | 314 | Nafouanti 1105 | 19 avril 2007 |
| 11061 | MOUHAMADI Mariame | SADA | Sada | AC 621 | 179 | MARIAME 1307 | 19 avril 2007 |
| 11759 | DJOU MOI Ratua | CHICONI | Sohoa | AO 8 | 253 | RIZIKI 156 | 22 janvier 2008 |
| 11833 | ALI Madi-Oili | CHICONI | Sohoa | AO 429 | 1424 | ALI 304 | 30 janvier 2008 |
| 11841 | SOULA Salama | CHICONI | Sohoa | AO 430 | 1115 | SALAMA 314 | 30 janvier 2008 |
| 12298 | ABDALLAH Haroussi | CHIRONGUI | Tsimkoura | BC 638 | 332 | ABDALLAH 170 | 3 septembre 2008 |
| 12329 | DAOUDA Salama | CHIRONGUI | Tsimkoura | BC 568 | 28 | salama 7 | 9 septembre 2008 |
| 12541 | Indivision Madi Oili | DZAOUZDI-LABATTOIR | Labattoir | AI 578 | 3948 | INDIVISION 1011 | 19 septembre 2011 |
| 13487 | AZIHARI Rouchoudati | SADA | Sada | AC 810 | 208 | AZIHARI 1507 | 19 novembre 2007 |
| 13553 | SALIMINI Said | SADA | Sada | AD 416 | 57 | SALIMINI 1100 | 27 septembre 2007 |
| 13620 | MOUSSA SILAHI Zaina | SADA | Sada | AD 329 | 13 | MOUSSA 1497 | 3 octobre 2007 |
| 13782 | AMIRI Frahati, Binti | M'TZAMBORO | Hamjago | AL 360 | 320 | AMIRI 525 | 11 août 2008 |
| 13789 | ROUBANI Touftsi | M'TZAMBORO | Hamjago | AL 354 | 338 | ROUBANI 533 | 11 août 2008 |
| 13806 | M'SA Mariama | M'TZAMBORO | Hamjago | AL 54 | 516 | M'SA 656 | 12 août 2008 |
| 14708 | YOUSOUF Nourdine | KOUNGOU | Majicavo Lamir | BO 367 | 1481 | NOURDINE 4021 | 22 janvier 2013 |
| 15159 | MIKIDACHI Salim, Houmadi | PAMANDZI | Pamandzi | AE 785 | 328 | MIKIDACHI 5057 | 21 janvier 2014 |
| 15160 | SALIM Mohamed | PAMANDZI | Pamandzi | AE 786 | 328 | MOHAMED 5058 | 21 janvier 2014 |
| 15161 | SALIM Echat | PAMANDZI | Pamandzi | AE 787 | 330 | SALIM 5059 | 21 janvier 2014 |
| 15847 | ALI MADI Zainaba | SADA | Sada | AD 546 | 164 | ALI 1578 | 14 avril 2014 |